

Jean-Marc Moriceau

LA MÉMOIRE
DES CROQUANTS

Chroniques de la France des campagnes

1435-1652

TALLANDIER

Cet ouvrage est publié sous la direction de Denis Maraval.

© Éditions Tallandier, 2018
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com
ISBN : 979-10-210-2766-4

*À Jean Le Coullon (1525-1587),
laboureur et vigneron à Ancy-sur-Moselle.*

*À Emmanuel Le Roy Ladurie,
Jean Jacquart et Marcel Lachiver.*

*À mes disciples du Pôle rural de Caen,
docteurs, doctorants et diplômés de master.*

Avant-propos

« Les campagnes françaises ont peut-être été longtemps le “livre de raison” de notre pays, auquel il convient de se reporter pour le bien comprendre. »

Fernand Braudel, *L'Identité de la France. Les Hommes et les choses*, 1986.

Longtemps, les campagnes ont retenu les hommes. Aujourd'hui éclaircies, sillonnées par les machines des quelques agriculteurs restés sur place, réduites à servir de villégiature aux gens de la ville qui s'y ressourcent, elles se sont tues. Les cloches ne rythment plus les travaux et les jours. Le cliquetis des éoliennes ou le vrombissement des tracteurs ont remplacé les chants au labour, les gestes collectifs et les processions. La cohabitation entre néo-ruraux et agriculteurs ne saurait rappeler les échanges et les conflits têtus qui ont marqué, des siècles durant, l'opposition des paysans et des bergers, le voisinage des artisans et des notables, les mouvements des « manants » et des « errants ».

LE DESTIN DES ANONYMES DU PASSÉ

Le nom des « gens de la terre » n'est point inscrit au fronton des célébrités nationales. Loin des figures de proue de l'histoire politique ou militaire, les personnages que nous recherchons forment la majorité des anonymes. Ils sont censés ne pas avoir « fait » l'histoire mais l'avoir subie. Or c'est aussi bien comme acteurs que comme sujets que nous entendons les observer.

Ces « Croquants » à qui l'on doit nos paysages, notre sécurité alimentaire et nos racines, qui étaient-ils vraiment ? Au-delà des clichés qui en sont restés – largement revus et corrigés par le xx^e siècle –, qu'ont-ils dit, écrit ou éprouvé depuis les époques les plus anciennes où nous disposons d'informations précises et parfois de première main ? Comment ont-ils réagi aux décisions prises par ceux qui les commandaient et aux éléments natu-

rels, qui les frappaient au premier chef ? Dans la diversité des situations régionales – et même locales – beaucoup ont survécu ou résisté, d'autres ont sombré, quelques-uns ont même progressé. À quoi tiennent ces divergences ? Alors que la moitié de la population avait moins de 20 ans, qu'il fallait deux enfants pour faire un adulte, et que les « drôles » s'activaient comme aides familiaux dès l'âge de 7 ans, comment hommes, femmes et enfants des champs vivaient-ils, peinaient-ils et mouraient-ils ? Questions simples, mais fondamentales. Les témoignages dont nous disposons éclairent aussi leurs sensibilités. Que pensaient-ils ? À quoi rêvaient-ils ? Comment se représentaient-ils le monde dans lequel ils évoluaient ? Comprendre ce peuple majoritaire du passé au fil du temps, dans toutes les dimensions de l'approche historique, tel est l'enjeu premier de ces *Chroniques de la France des campagnes*.

Masse anonyme de petites gens, accrochés à la terre ou vivant au plat pays, hommes des montagnes, des plaines et des plateaux, des champs ouverts (*openfields*) et des pays « coupés » (*bouchures*), les « laboureurs et gens de village » – pour reprendre la vieille expression sortie du Moyen Âge – ont assuré l'essentiel du patrimoine de notre humanité. De leur présence les traces se retrouvent sans cesse dans nos paysages, nos généalogies et nos cultures. Ces « paysans » pris au sens large – « villageois du pays » (comme à Rocroi, en 1643) ou plutôt des « petits pays » – ont été les mulets de l'histoire, en France comme ailleurs. Producteurs des richesses sur lesquelles les classes privilégiées ont édifié leur puissance et les pouvoirs publics leurs finances, les habitants des campagnes ont façonné, de génération en génération, la matrice environnementale dans laquelle les citadins se sont répandus depuis moins de deux siècles. Ils sont aussi à l'origine des spécificités qui fondent l'identité de l'Europe. L'Hexagone, si l'on consent à rendre compte de sa diversité, en fournit un concentré étonnant.

MODES HISTORIQUES : D'UN ANGLE À UN AUTRE

D'abord considérés comme « classes agricoles » sous l'œil particulier des historiens du droit, dans leurs rapports juridiques avec le sol qu'ils mettaient en valeur et les maîtres qu'ils servaient, puis examinés par les géographes comme agents de transformation des milieux et des paysages, les ruraux ont connu leur heure de gloire sous la bannière de l'histoire économique et sociale chère aux disciples de Marc Bloch et de Lucien Febvre, entre 1950 et 1980. En son temps, l'*Histoire de la France rurale* (1974-1975) est venue assurer, dans les bonnes bibliothèques, un panorama suggestif des grandes étapes de la vie des campagnes.

Ensuite, les modes sont passées ailleurs, délaissant pour une part les territoires ruraux et les sociétés qui les animaient pour des orientations thématiques valorisant les élites cultivées et les cités, puis les concepts et les problèmes du moment. Plus récemment encore, les curiosités ont favorisé de nouveaux regards autour de l'histoire du genre, de l'histoire globale, de l'histoire « mondiale », décentrant sans cesse les repères et les inscriptions spatiales pour repenser autrement l'évolution des sociétés humaines.

Ces fluctuations ont d'incontestables avantages : elles posent un esprit critique permanent sur les travaux qui les précèdent, modifient les contextualisations et pointent des sujets d'observation inédits par leurs décentrages successifs. Tout cela est très bien, à condition de ne pas occulter les repères essentiels des acteurs les plus nombreux de notre histoire ni de tourner le dos aux apports constants des cohortes d'historiens qui ont travaillé avant nous.

Retrouver ces repères, réintégrer les différentes perspectives ouvertes par les artisans de Clio depuis deux siècles, restituer l'ancrage spatio-temporel des générations successives des paysans français et de leur entourage, tout en laissant entrer les vents de la recherche actuelle, telles sont les perspectives qui m'ont guidé dans cette vaste fresque.

UNE HISTOIRE VUE D'EN BAS

L'intérêt pour les masses anonymes ne date pas d'aujourd'hui : qu'il s'agisse du petit peuple de Paris, des classes ouvrières, des couches bourgeoises des villes ou des galériens des ports, l'écriture des historiens ne dédaigne pas de s'attacher à des « sans-nom ». En France, le courant historiographique initié d'Angleterre dans les années 1970 par Edward Thompson, et relancé ensuite, depuis l'Italie, avec la *microstoria*, n'a pas privilégié les campagnes. Hormis quelques exceptions, les ruraux – et surtout les agriculteurs – ont beau l'emporter dans les statistiques, ils n'apparaissent que fugitivement. On les cite souvent, mais on les laisse volontiers sans papiers. Sans prétendre renverser à l'extrême le balancier, ce sont justement ces villageois dont on entend restituer l'identité, l'impact et la sensibilité.

Dans cette perspective, plaçons-nous, autant que possible, au ras du sol pour contribuer à une histoire concrète – « vivante » – des sujets et des acteurs majoritaires de l'évolution sociale. Tout en laissant grand ouverts les registres thématiques de l'histoire rurale, cherchons à rendre compte des réalités sur le terrain, de la matérialité des événements et des conséquences des choix politiques ou religieux pour les populations, qu'il s'agisse d'un incendie de village (comme à Hortes en 1637), d'un pillage d'église (comme à Marmoutiers en 1562), de la guérilla des paysans contre les « écorcheurs »

(comme la bande des « Robes rouges », autour de Jehan Gay, en Faucigny en 1492), des processions pour faire cesser les calamités agricoles, voire des mulots dans les champs, qui obligent à semer une seconde fois en 1617.

Ces réalités sont aussi celles portées par les personnages qui côtoyaient les populations « rustiques ». Le discours d'un seigneur anti-paysan aux États généraux de Tours en 1484, le point de vue d'un curé du Velay, fils et frère de laboureurs, consigné dans son *Journal* à partir de 1638, le regard quotidien d'un charpentier de Reims sur les paysans et vigneron de la « Montagne » qu'il avait sous les yeux de 1568 à 1626 fournissent des éclairages directs sur le monde rural.

Placer les populations majoritaires du passé – les ruraux, et en particulier les paysans – au centre d'une démarche et d'une construction historique impose de bien se reconnaître dans l'océan des « états et conditions » qui étaient les leurs. Quels sont donc nos personnages ?

DES HOMMES DANS LEURS REPÈRES : « JEAN QUI PLEURE »...

Les hommes d'abord, à commencer par les paysans dans leur mille-feuille géographique, ce qui impose un tour de France relativement équitable pour rencontrer « laboureurs à charrue », fermiers, « censiers », « ménagers », « caps d'ostau » ou « casalers », mais aussi métayers, « grangers », « closiers », « bordiers » ou « bordagers », « locatiers », « tenuyers », « colons », « demi-laboureurs », « suitiers », « saussons » ou « soitons », « haricotiers » et « haricandiers », « manœuvres », vigneron, journaliers, brassiers, manouvriers, « laboureurs à bras », hommes de peine, sans négliger, au sommet, les « amodiateurs » ou receveurs de dîmes et de droits seigneuriaux et, à la base, la masse considérable des domestiques agricoles, charretiers, bouviers, bergers, « bayles », vachers, chevriers, porchers, dindonniers, valets de cour, « chambrières », servantes de ferme qui s'activaient, durement, dans les exploitations rurales. Chez ces « pagès » de tout acabit, « vassaux », « rentiers » ou « tenanciers », « pariers » et « comparsonniers », ouvriers agricoles, un véritable kaléidoscope se révèle, jouant bien plus subtilement que les oppositions binaires qui privilégient, dans les manuels, les mêmes types de paysans. Pour autant, la séparation avec les autres catégories du monde rural reste ténue. Chemin faisant, nous rencontrons partout artisans liés à l'agriculture comme à l'industrie, marchands, meuniers, ecclésiastiques, sergents et garde-messiers (ou « bangards »), agents administratifs, bourgeois, gentilshommes.

Ces hommes sont saisis à la lumière des événements qui ont marqué leur existence. Intempéries (grêles, coups de froid, sécheresses) survenues au mauvais moment (notamment entre les « Saints de glace » et les

récoltes), décalages ou inversions des saisons, redoutés ; calamités naturelles – « orvales » ou « vimères » –, inscrites jusque dans les baux d'exploitation ; passage de gens de guerre ou, plus sérieusement, logement voire théâtre d'opérations militaires, qui introduisent des cicatrices, parfois récurrentes ; arrivée de commis et d'agents du fisc ; poussées contagieuses qui font circuler les virus, et d'abord celui de la peste, d'un village à l'autre, et souvent à partir des villes et des axes commerciaux ; retentissement d'événements politiques nationaux comme les traités de paix, le passage ou la mort d'un roi ou d'un prince ; querelles intestines ou inter-communautaires qui séquent l'histoire agro-pastorale de bien des régions.

À propos des événements climatiques, certes les accidents – voire les catastrophes – restent privilégiés dans cette trame car ils assuraient des repères durables fichés dans la mémoire des hommes. Pour la peste, qui s'ancre de génération en génération, sans laisser quasiment de répit jusqu'au milieu du XVII^e siècle, l'intégration dans l'imaginaire collectif est générale. Chaque année ou presque, l'expérience du fléau épidémique se reproduit, frappant tantôt une province et tantôt une autre, et enracinant sa marque à toutes les échelles, de la ville à la campagne, à l'intérieur du petit pays, du village même et du ménage. Ce « mal qui répand la terreur » plane sur l'horizon biologique et mental de notre époque, étalonnant la chronologie selon l'indice de gravité ou de récurrence de *Yersinia pestis*, jusqu'à confondre avec lui d'autres agents mortifères. Incontestablement il y a là un marqueur universel qui prolonge très loin le Moyen Âge et hante la vie quotidienne. Mais il y a d'autres signes funestes.

Pour les transmettre à la postérité, les témoins les couchaient par écrit, en s'en rapportant à leur propre expérience et à celles des anciens qu'ils interrogeaient. S'agit-il d'un froid rigoureux ? Il apparaissait « tel qu'il n'était point de mémoire du contraire que jamais hommes ne femmes l'eussent vu » (1481 ou 1537) ou « qu'il ne s'en est vu de pareil de mémoire d'homme » (1608). D'un excès de pluie ? Il « n'y avoit sy ancien qui vist oncques faire yver sy pluvieux » (1485). De chutes de neige inusitées ? Elles survenaient « en telle abondance qu'il n'est homme vivant qui en vit jamais autant » (1613) ou telles « qu'il s'en soit jamais veu au pais » (1615). D'une tempête ? C'était « si gros vent, si grande pluie que fut jamais vu » (1538), « tempête qu'on ne vit jamais la pareille » (1568) ou encore « grand orage qu'homme heusse jamais veu » (1626). Toujours circonstanciées dans le temps et dans l'espace, les grêles faisaient figure, dans tous les cantons, de repère collectif, et l'on retenait la dimension des grêlons : aussi gros qu'un œuf en 1527, qu'une balle de laine en 1623 ou qu'une noix en 1613, mais certains auraient pesé jusqu'à une livre, « tuant beaucoup de gibier » en

1598, voire davantage, quand on les comparait à des « balles d'artillerie » si bien qu'on trouvait des loups morts dans les champs en 1593 ! Que le temps ne soit pas de saison et les commentaires fusent : « Il y a longtemps hors de mémoire qu'il ne s'estoit veu un sy chaulx et tel printemps et de sy longue durée » (1611) !

Dans ce contexte fragile, les conséquences sur la production agricole marquaient les esprits : les « vendanges furent aultant petites que jamais vivant eut veu » (1598) ; « de mémoire d'homme ne s'est vu si pauvre ni si misérable vinée » (1612). Encore plus mémorables, et d'ampleur plus large, les catastrophes céréalières qui déclenchaient ces famines dont le retour était redouté : « famine si grande que comme jamais ne l'avait vue telle » (1531) ; « disette et stérilité de blés si grande que jamais homme vivant n'ouït parler audit pays d'une semblable » (1585) ; un « bled a esté tellement cher que le pauvre peuple estoit fort estonné » (1631).

Chez les « pauvres gens de villages », ces cicatrices font date. Elles structurent la mémoire collective. Pour autant, on ne recherche pas ici une reconstruction climatique conforme aux attentes des clio-climatologues d'aujourd'hui et de demain, en étalonnant les données dans l'espace et en fournissant des calculs d'intensité ou de corrélations. Le rassemblement annuel des indications « agro-météorologiques » vise à reconstituer le tempo et à souligner l'éventail des facteurs de dépendance des ruraux à l'égard des aléas du ciel. Il offre commodément une contextualisation au lecteur. Autant que possible, ces éclairages sont associés à leurs conséquences agricoles, ces « fruits » de la terre » qui préoccupent tant ruraux et citadins – et, plus généralement, à leur impact sur les activités économiques, si bien que les observations retenues, diversifiées mais nullement exhaustives, échappent à l'excès de la subjectivité.

Dans le même ordre de repères sur la longue durée, bien des événements mémorisés interviennent, en général négativement, derrière l'adverbe « jamais », qui vient instaurer une césure événementielle. Il en va ainsi des malheurs causés par la croissance de l'État et les divisions des hommes : « jamais n'avaient accoutumé les paysans de ces lieux payer aucunes tailles au roi » (1543) ; « ce mot de *reïstres* n'avoit oncques, du vivant des plus anciens n'éte en usage en France » (1562) ; « jamais Attila ne fut plus cruel que ces tyrans Cravates » (1636) !

Mais nos témoins perçoivent aussi les moments heureux de leur existence. Leurs écrits signalent, au moins *a posteriori*, les « bonnes » années. Même si les discours sont moins enclins à les mettre en avant, ces *Chroniques* les ont traquées, autant que possible. Regardons l'an 1441 (il est « très plantureux de grains » même si les vins font défaut)

mais aussi 1509 (« à l'aoust, jamais à vie d'homme ne fust vu tant de bled ») ou 1525 (« le plus bel aoust que on eust sceu estimer »). En 1540, « les anciens disoient n'avoir jamais veu année sy chaude ne sy bons bleids et vin » ! En 1576, « les ouvriers gagnèrent 10 gr. et 1 fr, chose non jamais veue » et, deux ans plus tard, « les vins estimez aultant bon qu'ilz ont jamais estez » (1578). En 1614, on trouve la récolte de blé « si grande et si abondante que de cinquante années auparavant aucun ne l'avait vu semblable ». Quand bien même certains de ces propos ne valent que régionalement, d'autres ont une portée générale. À propos d'Henri II, disparu tragiquement en 1559, Claude Haton, un curé de la Brie provinoise, n'écrit-il pas qu'on le considérait comme « le père des laboureurs » ?

Dans les événements collectés par la mémoire, ce sont les intensités négatives qui l'emportent néanmoins : « si grandes neiges » (1443, 1511, 1548, 1570, 1598, 1615) ; « si grand froid » ou « si grande froidure » (1523, 1572, 1573, 1595, 1603, 1607-1608, 1630) ; « si grand hiver » (1613) ; « si grande bise » (1614) ; « si grande gelée » (1538, 1564, 1639) ; si grand chaud » (1638) ; « si grande sécheresse » (1536, 1556, 1619, 1623, 1624) ; « si grande foudre » (1640) ou « si grand tonnerre » (1650) ; « si grand débordement » ou « si grandes eaux » (1586, 1615, 1625, 1626, 1640) ; « si grande inondation » (1522, 1567) ou « si grande pluie » (1538, 1623) ; « si grande tempête » (1643) ou « si grand vent » (1562, 1606) ; « si grand ébranlement et tremblement des terre » (1646) ; « si grande famine » (1437, 1481, 1587, 1630, 1637) ; « si grande cherté » (1573, 1597, 1631) ; « si grande disette » (1586, 1631) ; « si grande misère » (1586, 1595-1598) ; « si grande peste » (1637) ; « si grande quantité de vermine » (1532) ; « si grande cruauté » (1593) ; « si grande quantité de loups » (1596, 1598) ; « si grand ravage de loups » (1634) ; « si grande mortalité de bétail » (1614) ; « si grande émotion » (1637). L'inventaire est extensible à l'envi : à l'aune d'une génération et de l'expérience toujours circonstanciée des rédacteurs, le sentiment d'anormalité trouvait toujours à s'exercer.

Selon le contexte géographique, c'est ici la face « noire » de l'histoire rurale qui met en avant *Jean qui pleure* mais l'ampleur des désastres est longtemps telle que l'observateur ne saurait rester impassible. Les « malheurs des temps » détruisent le mythe du « bon vieux temps ». Les infortunes irrémédiables que les rustres ont subies avec récurrence ont scandé leur destin. Pourquoi enterrer les morts dans les jardins, les vignes et les clos, jusqu'au sommet des puys, si la peste n'avait pas figé chacun chez soi ? Longtemps les cabanes des pestiférés ont marqué le paysage et bon nombre de nos villages, sans en avoir la moindre idée, conservent les ossements

des victimes aux quatre coins du finage. Mourir de faim, de famine et de misère et manger du pain de gland ou de racine de fougère, autre risque collectif qui jalonne ce long martyrologe. Même les enfants et les femmes dévorés par les loups « et autres bêtes féroces » scandent l'histoire rurale du début du xv^e siècle à celui du xix^e. Tous ces repères font sens quand ils sont rassemblés et il importe d'en saisir l'impact inégal, mais souvent large, sur les différentes conditions. Marqueurs des temps, et souvent de leur dureté, ces événements fournissent par ailleurs un miroir grossissant des réalités ordinaires de ce « pauvre bonhomme », dont l'avocat Grimaudet prenait la défense en 1561.

Leur mise en place dans l'espace et la chronologie révèle en négatif les phases, même rares, et les zones, plus nombreuses, qui ont échappé à la sinistrose ambiante, qui s'atténue avec le temps. Comme le marquait justement Fernand Braudel, en parcourant l'« économie paysanne » dans son *Identité de la France* (III, 26) : « Si l'on ne replaçait pas ces nouvelles calamiteuses à leurs dates, au long de la durée, pour qu'apparaissent entre elles les bonnes récoltes et les intervalles presque tranquilles qui ont tout de même existé, elles constitueraient, rapprochées comme autant de pierres noires, un mur d'éternelles lamentations. »

DES HOMMES DANS LEURS STRUCTURES : « JEAN QUI RIT » ?

Car, au-delà des aléas, ces hommes ont survécu. Quand bien même l'optimisme ne saurait être de rigueur dans ces siècles de fer, le challenge entre « gens qui grognent », mis en lumière par Pierre Goubert, et « gens qui rient », sensibles à Emmanuel Le Roy Ladurie (*Une Vie avec l'histoire*, 2014), est indéniable. Pour les mêmes individus, l'alternance rebat les cartes et évite de sombrer toujours dans le misérabilisme. Ces chroniques entendent faire resurgir leur quotidien dans toutes ses dimensions. Leur vie matérielle, leur organisation familiale, leurs productions, leur rôle social mais aussi leurs rapports avec le mas, le village, les villes, avec les privilégiés, avec les pouvoirs constitués. Par ailleurs, on a scruté aussi les réactions du monde rural à l'égard de la montée de l'État en tant que premiers contribuables, endettés et révoltés. Agents du pouvoir administratif (royal, seigneurial et ecclésiastique), juges et propriétaires, sergents et percepteurs, soldats et bandits interviennent d'une année à l'autre. Leur passage, souvent redouté, marque les mémoires.

La présence de Dieu imprègne nos personnages. Catholiques pour la plupart, ils sont sous la coupe du curé – ou du recteur dans le Sud-Ouest comme en Bretagne – mais ils ont affaire le plus souvent aux vicaires, qui témoignent, au premier chef, dans les « notas » de leurs registres paroiss-

siaux. C'est dans le cadre religieux que s'affirme une bonne part de la sociabilité campagnarde sous l'Ancien Régime : fêtes patronales, confréries et processions mais aussi « reînages » ou « royaumes » quand il fallait assurer les dépenses de luminaire pour l'église. Enfin ces croyants sont parfois des Réformés et, dès le xvi^e siècle, un certain nombre de nos témoins affirment cette sensibilité, dont on peut voir la gestation chez Jean Le Coullon, aux portes de Metz.

Les hommes ne sont pas seuls. Les bêtes ont également une place à côté d'eux. Même si nous n'entrons pas dans une « histoire de l'animal » pour elle-même, le rapport de l'homme avec les autres espèces reste bien présent ici. Les animaux domestiques ont accompagné les ruraux, comme acteurs pour le trait et comme source de rente, dans toute leur diversité (des « bêtes à cornes » aux « mouches à miel », des chevaux et mulets aux poulets « d'Inde », du « brébial » lanu des moutons et des chèvres aux « cochés » du troupeau porcin). Eux aussi sont soumis à la vulnérabilité environnementale. Les épizooties surgissent, comme celle qui frappe les porcs du Lyonnais et du Forez en 1501 ou les vaches en Auvergne et en Velay en 1614.

Les animaux sauvages les ont menacés, à commencer par les « bêtes rousses » dévastant les cultures mais aussi le redoutable loup à quatre pattes, qui a assombri les époques troubles, en tant que prédateur ou que bête enragée. L'irruption chronique de *Canis lupus* dans les campagnes révèle les fragilités de l'homme dans son organisation sociale et le contrôle de l'espace. La chasse – légale ou non – a donc été la riposte nécessaire, mais non suffisante, des producteurs. Car les conditions de l'environnement soulignent la fragilité des populations rurales : les invasions du bacille de la peste, récurrentes, mais aussi celles des chenilles (1549, 1625, 1647, 1651), des hannetons (1517, 1591, 1605), des sauterelles (1479, 1504, 1517, 1553, 1615). Enfin, on ne saurait oublier les paysages, les arbres, les champs et les vignes, les friches, les pâtures et les estives que l'homme sans cesse a façonnés et souvent modifiés. Le bocage en contraction, les marais en cours de dessèchement, les montagnes en lente déforestation : ces processus, qui échappent au temps court, sont justiciables d'une approche lente dont ces *Chroniques* livrent des jalons.

CHAÎNE ET TRAME ENTRECROISÉES

Onze cent soixante-six rubriques ont été ouvertes. Dans ce florilège, deux niveaux de lecture s'offrent au public : la trame événementielle et les aperçus structurels, qui se font écho. Au cours du long métrage que nous nous efforçons de reconstituer, sur différents registres, des arrêts sur image

fournissent des coups de projecteur sur des réalités ou des processus dont l'évolution s'opère à une autre cadence.

- Au jour le jour : la chronologie dévoile le rythme de l'histoire rurale, avec une série continue de repères depuis la fin du Moyen Âge (réglementation étatique et ecclésiastique, agro-météorologie, environnement, guerres et paix, révoltes populaires). Le rassemblement de ces données vient confirmer – ou nuancer – les témoignages isolés. Il révèle, à grande échelle, des concordances et des cohérences, qui singularisent la texture de la trame générale.

- Les longues permanences de l'histoire « immobile » : des extraits de documents ouvrent sur les aspects divers de l'histoire des campagnes, dont l'évolution est plus insidieuse (structures économiques, aspects démographiques, vie quotidienne, relations sociales, contrôle de l'espace, comportements culturels) et sur les apports spécifiques des historiens qui se sont intéressés aux campagnes, directement ou transversalement, depuis 1850.

Dans cette vaste fresque, quels ont été les choix ? Essentiellement celui de la diversité pour éclairer la multiplicité des aspects de la vie rurale et des champs d'intérêt qui s'offrent aujourd'hui : modes et outils de production, types d'exploitation, vie quotidienne, préoccupations, activités domestiques et communautaires, liens familiaux et fonctionnement des exploitations, rapports avec les seigneurs et les autorités, sensibilités religieuses. Entrons dans les villages, arpentons les terres, les bois et les vignes, pénétrons à l'intérieur des fermes : c'est à une vision immersive de l'histoire des campagnes que l'on convie le lecteur.

L'OBSERVATOIRE RETENU : LE FUTUR HEXAGONE, DU MOYEN ÂGE À LOUIS XIV

Tandis que les frontières de la France s'étendent singulièrement de la fin de la guerre de Cent Ans à la Fronde – mais sans atteindre l'Hexagone avant 1860 –, il était difficile de ne pas privilégier les provinces du vieux royaume. Par ailleurs, l'accessibilité documentaire et la familiarité de l'auteur avec le Bassin parisien interdisaient de représenter à parts égales les régions méridionales et occitanes, la Bretagne bretonnante ou l'Alsace germanophone. Un effort a été tenté néanmoins pour éviter des injustices criantes et intégrer des informations venues de toutes les anciennes provinces françaises et de la totalité des départements actuels.

Historiquement, ces *Chroniques* prétendent embrasser non seulement le royaume de France mais aussi ses « parties adjacentes » (1484) : on y rencontrera les plaines et les montagnes, l'intérieur et les côtes, les campagnes « profondes » et le « péri-urbain », l'habitat groupé et l'habitat

dispersé, les fleuves et les marais, l'inculte et la forêt, la terre ferme et les îles. Du cap Sizun à Villersexel, de Coudekerque à Saint-Martin-Vésubie ou de Thionville à Artigat, pour reprendre des localités citées dans ces pages, et sans négliger la Corse, on s'est efforcé de voir large. Vaste programme, dont le lecteur débusquera sans peine les imperfections. L'index des lieux (plus de 2 100 communes anciennes et actuelles, réparties sur tous les départements), qui figure à la fin de l'ouvrage, en donne la mesure.

La dimension hexagonale n'a rien de réducteur : la multiplicité des identités régionales et des cloisonnements culturels crée pour l'historien du monde rural un véritable challenge s'il ne veut pas se contenter d'une esquisse trop impressionniste ; la construction progressive de l'espace « national » fait regarder comme étrangers, aux yeux des « régnicoles », les populations alors frontalières des États de Bourgogne dans lesquels les « Francois » ont un statut identique ; enfin les échanges multiformes auxquels tous ces territoires se prêtent, depuis l'ouverture au monde à la fin du xv^e siècle, sont tels qu'on est loin d'un repli. Considérer ensemble des provinces, des pays et des « petites patries » que le nom du roi de France ne réunit même pas encore est en soi un exercice de comparaison fructueux, qui est loin d'épuiser l'ingéniosité de Clio.

Quelle temporalité retenir ? L'objectif est de couvrir une enveloppe chronologique large pour saisir changement et continuité, en traquant l'écho dans les campagnes des faits majeurs et en multipliant les séquences fixes. Dans cette perspective, adopter une tranche de deux siècles nous paraît être une bonne mesure : sept à huit générations, un pas de temps suffisamment large pour saisir les mouvements de longue durée mais suffisamment étroit pour enregistrer le conjoncturel. Dans cette association, on égrènera toutes les années même si leur traitement spécifique restera inégal, en fonction de l'épaisseur de la documentation et de la subjectivité de l'historien.

De 1435 à 1652, sur 218 années, un long Moyen Âge est entré dans la modernité, sans abandonner les marqueurs qui en ont fait l'identité : les poussées endémiques de peste, l'évolution homéostatique des récoltes et des hommes, la prédominance des logiques territoriales locales ou régionales, la menace quasi permanente des guerres intestines. De la paix d'Arras, qui annonce la fin des dévastations (1435), à l'achèvement de la Fronde (1652), qui marque la dernière opposition féodale à l'émergence d'un État national, les gens de village ont vécu dans un climat d'insécurité chronique : les figures qui hantent alors la mémoire des Croquants sont des hommes de guerre ou des chefs de bandes. Entre-temps, dans le sang et dans la fureur, les campagnes ont été à la merci de la soldatesque.

À FEU ET À SANG : « GENS D'ARMES » ET « MAUVAIS GARÇONS »

Jamais ensuite on ne retrouvera pareilles fumées. En dehors des rares périodes de trêve où le plat pays s'inquiète au moindre « bruit de guerre », les paysans ont été pris entre deux feux : à l'avant, celui des ennemis, mercenaires des Habsbourg, « Bourguignons », « Impériaux », « Espagnols », « Flamands », « Allemands », « Croates », « Hongrois » ; à l'arrière, celui des « gens d'armes », « Français » eux-mêmes, mercenaires également, souvent étrangers ou « suivants d'armée », « Italiens » dans les années 1520 et 1540, « Suédois » dans les années 1630, sans compter les incursions intérieures de troupes « alliées » tels les « Reîtres » en 1587, ou les « Lorrains » en 1652. Comme le dénoncent fort bien les chroniqueurs du temps, « sur le plat pays, ceux de l'Empereur pilloient et faisoient tous actes d'ennemis sauf qu'ilz ne brusloient les villages » (1554), tâche réservée en principe aux Français. Mais parfois la distinction est malaisée : « nous étions égorgés par les « Suédois », les « Lorrains » pillaient tout, les Impériaux nous traitaient en ennemis, les Messins ne nous portaient aucun secours » (1635).

La vision de villages incendiés est certainement l'une de celles qui a marqué le plus la mémoire des rustres. En 1637, depuis la montagne de Saint-Quentin, Jean Bauchez, le greffier de Plappeville, s'écrie : « au long et large tant qu'on peut regarder, c'estoit tout fumée et feu, et n'y avoit pas un lieu ni villaige qu'ils n'y brûlèrent quelque grange ou maison » ! Deux ans plus tard, en Picardie cette fois, du village de Domart, un autre observateur lui répond : « du château, on voyait plus de cent feux allumés en plein air par les fantassins » !

En dehors des soldats réguliers – et souvent issues de leurs rangs –, des troupes de bandits rackettent les campagnes, tenant les bois le jour, et pillant la nuit. En 1441, Charles VII dut « chevaucher ses pays de Brie, de Champagne, de Laonnois, de Picardie et de France, et les mit en grant paix et seureté en ostant les larrons ». En 1521, dans le duché de Bar et Lorraine « un tas de mauvais garçons » écumant le Pays messin. En 1523, d'autres « mauvais garçons aventuriers » sèment la terreur dans les provinces du centre du royaume, avec à leur tête de redoutables chefs de bande comme ce « roy Guillot », qui défie, le temps d'un été, l'autorité de François I^{er} ! L'année suivante, malgré la décapitation du brigand, la menace gagne les environs de la capitale. En août 1544, dans les campagnes poitevines, les « mauvais garçons » raflent les bestiaux des paysans pour les « faire racheter par eux ou autres », aux environs de Niort. Les mêmes scènes se répètent, inlassablement. En 1635 et 1636, au marché de Thionville, les pillards Bourguignons revendent les chevaux ou les « hardes » de bêtes à

cornes des « pauvres laboureurs » lorrains ; en 1643, on y adjuge encore au son du tambour le bétail qui vient d'être ravi aux paysans.

LA COLÈRE DE JACQUES BONHOMME

Devant cette menace structurelle, les campagnes s'efforcent de sauver ce qui peut l'être. C'est alors que les villages, par centaines, se fortifient et élisent leur capitaine, s'imposent pour financer la construction des murailles et l'équipement en armes, allant jusqu'à établir des amendes à l'égard des récalcitrants comme Hérouville-en-Vexin qui, en février 1588, impose six fois plus les laboureurs, tous signataires de la décision, que les manouvriers, qui apposent de simples marques. Pour autant, la précaution ne vaut qu'à l'égard de bandes isolées. Lorsque survient une armée, c'est en ville – ou en forêt – que les villageois se réfugient avec leur bétail et leurs meubles les plus précieux. Ce n'est qu'un pis-aller.

Dans ce climat sombre, la révolte gronde : outragés et rançonnés, les « gens de labeur » se font justice eux-mêmes. En 1496, parmi les gens d'armes de pied qui « faisoient beaucoup de mal » au plat pays « en dissipant et en mangeant les biens des laboureurs », 300 fantassins allemands sont délogés de Saint-Clément-sur-Valsonne, en Lyonnais, par « les gens dudit lieu et d'autres environnants gens », réunis en « grand nombre ». Des villageois des environs viennent secourir Villeneuve-Saint-Georges, accablé par les « mauvais garçons », en juin 1524. En 1545, les « gens des champs » capturent, en Poitou, les aventuriers en fuite pour les dépouiller. Ceux du Dijonnais s'empressent de faire payer un « péage » aux reîtres de l'électeur Casimir en 1576. En 1652, les paysans du Hurepoix massacrent les « Allemands » partis fourrager pour ravitailler l'armée des Princes à Étampes tandis qu'en vallée de Chevreuse, un laboureur au surnom emblématique – Sauvegrain ! – arme une « compagnie de paysans » pour protéger leurs biens. La mise à sac des campagnes entraîne la vendetta.

On comprend mieux l'insistance mise pour souligner, à chaque accalmie, tout « bruit de paix », comme le fait le curé de Vitray-en-Beauce en 1620. Les traités qui interrompent les guerres, celui de 1559 (Le Cateau-Cambrésis), ou celui de 1598 (Vervins) sont célébrés dans les campagnes par des *Te Deum laudamus* et des feux de joie. « Enfin le bon Dieu permit que la paix fuist faite au commencement du mois d'avril 1559 », reconnaît Jean Le Coullon, désormais soulagé !

Au cours de cette même séquence, Jacques Bonhomme s'insurge aussi contre le financement des guerres à travers la poussée fiscale et, à cet égard, les incendies qui s'allument scandent la résistance à la croissance étatique.

PAROLES VILLAGEOISES ET « DISCOURS » PAYSAN :
UN IDÉAL ÉVANESCENT ?

Pour aller à la rencontre des gens de la terre, et bâtir une histoire respectueuse des traces qu'ils ont laissées, il importe de souligner le substrat documentaire et d'en croiser les principales couches.

La première tient aux écrits émanant au plus près des acteurs qui nous intéressent. Rien ne remplace les témoignages au ras du sol dont la saveur d'origine a été restituée dans une mosaïque d'extraits d'archives qui éclairent des pans entiers de l'histoire des campagnes. Certes, la grande majorité du monde rural est restée longtemps à l'écart de l'alphabétisation et de la culture écrite. Pourtant, même déformée et médiatisée, la parole des rustres n'est pas étouffée entièrement : les déclarations retranscrites dans les actes administratifs, et en particulier les dossiers judiciaires (comme les lettres de rémission, les informations aux procès, les cahiers de doléances) ou dans les correspondances et les mémoires de tous ceux qui ont côtoyé les humbles (notaires, curés de campagne, administrateurs) offrent un écho saisissant. Par ailleurs, dans les campagnes mêmes, une couche diversifiée de « lisants-écrivants » (propriétaires fonciers, marchands ruraux, fermiers et laboureurs, mais aussi artisans, ecclésiastiques, officiers seigneuriaux, etc.) fournit, pour toutes les régions, une documentation sans fin.

On y décèle même des fragments de paroles ou de dialogues, qui émanent de certains villageois, fossilisés dans les circonstances ou les faits divers qui émaillent les témoignages écrits. Certes des filtres subsistent dans le passage à l'écrit – et notamment au français – mais ils ne sauraient anéantir la saveur d'origine des locuteurs ni la gravité des situations, qui transparaissent parfois au style direct : « Ma commère, j'ay esté mors d'un chien enragé. Je suis mort ! » (1446) ; « Villain, en parles-tu ? » (1468) ; « Enfants, vous en devez pas plaindre ! » (1477) ; « Ysabeau, tu ne chantes plus ? » (1482) ; « Areste-toi, vilain ! » (1492) ; « Mourons-nous de faim et ne trouverons-nous blé pour nostre argent ? » (1522) ; « Tu n'as ici que faire, va-t'en hors de ce camp ! » (1550) ; « Hâtez-vous, les gens-ci tardent trop d'aller dormir ! » (1615) ; « Quand je seron a la guerre o nous feret note chuesine » (1652). Et, bien entendu, les mots d'ordre qui cimentent l'imploration « Santa Maria, d'ayguy, d'ayguy, d'ayguy ! » (1534) ou la contestation – en particulier antifiscale – se retrouvent d'un pays à l'autre : « Vive le roi ! fuore élu et traîtres au pays » (1630) ; « Vive le Roi sans la gabelle ! Vive le Roi sans la taille ! » (1637). Si l'on ajoute les désignations locales de termes spécifiques, selon les régions et les professions, on

comprend que la linguistique trouve dans ce corpus du grain à moudre comme les enquêtes d'histoire orale.

Le lecteur découvrira aussi une sélection d'actes « de la pratique » et d'ego-histoire (chroniques, mémoires, journaux et livres de raison) qui émanent des acteurs de terrain. Dans ce filon, bon nombre de sources ont fait l'objet de publications scientifiques auxquelles il est bon de se reporter directement car, après deux ou trois strates d'utilisation et de réemploi, bien des précisions se sont érodées : la paternité même de leurs éditeurs voire de leurs auteurs est parfois oubliée ! En définitive, une partie de ces *Chroniques* offre une anthologie des écrits des témoins, parfois cultivateurs. Avant la seconde moitié du xvii^e siècle, les simples villageois à avoir tenu la plume régulièrement se comptent sur les doigts des mains. Leur apport est d'autant plus précieux : lisons Louis Bonnard, laboureur à Larajasse dans le Lyonnais des années 1640, François Robert, arpenteur à Couchey, sur la Côte bourguignonne, sous Louis XIII, et cet étonnant Jean Le Coullon, à la fois laboureur et vigneron aux portes de Metz, à Ancy-sur-Moselle, sous François I^{er} et Henri II.

En dehors de ces exceptions – qui pourraient s'accroître à la faveur de la découverte de fonds insoupçonnés et de sources privées –, le discours agricole émane des quelques familles de propriétaires ruraux adonnés au « ménage des champs » (Olivier de Serres), comme ces Perrote de Cairon qu'avait entrevus Marc Bloch à Bretteville-l'Orgueilleuse, et surtout, pour rester dans la Normandie du xvi^e siècle, Gilles de Gouberville, ce « quasi-paysan » cher à Madeleine Foisil comme à Emmanuel Le Roy Ladurie.

LE SUBSTRAT FONDAMENTAL : LES « ÉCRITS DU TEMPS »

Pour l'essentiel, nous dépendons de la plume d'intermédiaires culturels qui s'interposent comme relais. Pour autant, ceux que nous mobilisons restent très proches des paysans. Certains ne se privent pas de s'en faire l'écho. Depuis la seconde moitié du xv^e siècle, la tenue de registres paroissiaux par les curés assure une manne d'informations. En marge ou en commentaire des actes de baptêmes, puis de mariages et de sépultures, les desservants enregistrent certains événements qui touchent leur communauté. Dès 1471, on suit ainsi l'irruption de la peste à Montarcher (Loire). En 1580, le prieur-curé d'Athis mesure la durée de la contagion et, dans les années 1620 et 1630, c'est par légions que les registres en font foi : la crise de 1631 trouverait avec eux des centaines d'informateurs placés au premier rang. En dehors des épidémies, les « *notas* » de curés s'ouvrent à une multiplicité d'attestations sur le climat et les calamités naturelles, le passage

de troupes ou de personnages importants, les récoltes, la pauvreté, les processions, les luttes religieuses, les attaques de loups, les épizooties, etc.

À cet égard, les notations avec lesquelles messire Jehan Perrault, curé de Vitray-en-Beauce, émaille son registre, n'hésitant pas à les reprendre en les complétant lorsqu'il passe des baptêmes aux mariages puis aux sépultures, constituent un cas extrême : de 1601 à 1625, les actes paroissiaux sont interrompus, à longueur de pages, par ses commentaires. En dehors des échos des événements de la Cour, c'est grâce à lui que nous disposons du livret du Mystère de sainte Suzanne joué au village le dimanche 10 juillet 1605.

Curés, recteurs et vicaires ont été les premiers chroniqueurs aux champs. Dès la fin du XIX^e siècle, les notations des curés d'Ancien Régime, retranscrites par les anciens archivistes départementaux dans la sous-série « E supplément » de leurs inventaires, jettent une lueur sur une grande partie du territoire ; depuis quelques décennies, la numérisation des registres paroissiaux vient les compléter, à grande vitesse. Installés à la campagne, immergés de longues années dans l'environnement rural, bons connaisseurs de la situation morale et matérielle de leurs ouailles, ces prêtres sont des contributeurs hors de pair.

Au demeurant, la plupart de nos informateurs sont des gens des villes. Serait-ce rédhibitoire pour reconstituer notre trame ? Absolument pas pour au moins deux raisons. Bon nombre de décisions qui commandaient la vie des campagnes se prenaient dans les petites cités si proches où se fixaient les prix agricoles et le montant des fermages. Mais, surtout, les bourgeois et les notables urbains, de tout acabit, avaient un pied en ville et un autre à la campagne : ils étaient témoins oculaires des réalités qu'ils observaient.

L'interpénétration de l'urbain avec le rural est une réalité fondamentale du Moyen Âge au XIX^e siècle, comme Lucien Febvre l'avait bien marqué pour Besançon sous Philippe II, dès sa thèse en 1912. Chaque jour, les portes des villes s'ouvraient pour laisser passer, dans un sens, vignerons et journaliers partant travailler aux champs et, dans un autre, laboureurs, maraîchers et métayers venus apporter les produits de leur ferme et le bétail aux bouchers. Même Paris avait ses paysans et jusqu'au règne d'Henri IV quelques fermes dans son enceinte. Combien de citadins conservaient des parents au plat pays et des biens au soleil, dont les revenus assuraient l'épargne et le bien-être de la famille ? Le moindre incident météorologique, la maraude des gens de guerre, les attaques de loups sur le bétail entretenaient l'inquiétude du citadin dont les murailles n'enfermaient pas toutes les richesses. En temps de crise, des bourgeois comme Jarrige, le viguier de Saint-Yrieix, collectaient les informations jusqu'à déclarer, lors de la famine de 1573 : « comme je sais pour avoir parlé à une infinité de

paysans du dict pays ». En temps ordinaire, dans les villes, les « bailleurs » étaient nombreux à guetter leurs fermages, à attendre leurs métayers, à surveiller moissons et vendanges. Certains prenaient même plaisir à aller voir leurs vignes, comme Jean Pussot, ce charpentier de Reims qui lorgne du printemps à l'automne ses rangées de ceps sur la Montagne.

L'intérêt bien compris du propriétaire l'invitait à conserver un contact étroit avec les campagnes. Ses affinités aussi, d'autant qu'au village s'entretenaient autant les fruits de la table que les relations sociales au pays. Enfin, si l'on conserve à l'esprit que c'est à la ville que le besoin d'écriture était le plus grand, ne serait-ce qu'en raison de l'éducation et de l'ouverture des réseaux d'information, on comprendra que les auteurs qui ont tenu leurs « livres de raison » constituent, en règle générale, de bons informateurs.

Journaux et livres de raison s'ajoutent naturellement, comme témoignages directs ou indirects ordonnés sous forme d'Annales, aux chroniques et aux mémoires, déjà bien connus, et souvent réutilisés depuis leurs premières éditions au XIX^e siècle souvent, voire dès l'Ancien Régime. Exploités par les historiens en seconde ou troisième main, parfois oubliés ou travestis, il importait de leur rendre justice en assurant les références précises, d'autant plus utiles que le travail de numérisation assuré depuis quelques décennies en a accru l'accessibilité. L'ensemble de cette documentation forme le socle de nos *Chroniques*.

LES STRATES SUPÉRIEURES : LE TRAVAIL DES HISTORIENS

Une deuxième strate documentaire nourrit ce tour de France. Des années 1850 aux années 1980, un filon exceptionnel a fait progresser nos connaissances sur l'histoire des campagnes : les monographies régionales, souvent liées à des thèses de doctorat d'histoire (mais parfois d'histoire du droit, de géographie voire d'ethnologie) qui ont scruté, patiemment, de longues années durant, les réalités rurales dans le cadre d'une province, d'un département ou d'un canton. Pour la fin du Moyen Âge, l'époque dite moderne (XVI^e-XVIII^e siècle) et le XIX^e siècle, ces travaux, publiés pour la plupart, assurent la solidité de l'historiographie française. Ils constituent toujours les murs porteurs de la connaissance du passé rural. Ils multiplient les pistes d'analyse et les chemins de traverse. Ils décryptent les structures. Ils scandent les changements. Ils offrent accès directement aux sources primaires (comme celles de notre premier tiroir) à la faveur des citations, des appels de notes et de l'inventaire des archives dépouillées. Maltraité par l'homogénéisation européenne et interdisciplinaire, ce filon s'est amenuisé. Il a réduit souvent son épaisseur géologique mais sans pour autant interdire, dans des cadres souvent plus restreints, des explorations de la même veine.

Troisième couche dans cette coupe géologique, les analyses spécifiques portant sur les innombrables composantes de l'histoire rurale, dans ses dimensions traditionnelles (l'histoire économique et sociale, l'histoire des paysages et des structures agraires) ou ses angles nouveaux (l'histoire de l'environnement, l'histoire des sensibilités). En la matière, la documentation est inépuisable, placée à la fois dans les débats scientifiques (et leurs relais nationaux ou internationaux) et les apports régionaux et locaux, qui fournissent souvent des démonstrations plus aisément vérifiables et des matériaux plus facilement réutilisables (publication des « sociétés savantes » aujourd'hui « scientifiques »), immédiatement accessibles. La production d'articles de recherche et les actes des rencontres entre spécialistes assurent incontestablement les jalons du progrès de nos connaissances, mais leur étendue-même, dont la *Bibliographie annuelle de l'Histoire de France* a donné une bonne idée un demi-siècle durant, défie la synthèse. Certains travaux ont donc été privilégiés pour diversifier les apports de ces *Chroniques*. Depuis 1994, une revue les a promus dans son propre champ de vision. Elle en a ouvert les perspectives tout en produisant elle-même des éditions de sources. On ne pouvait l'ignorer : le dépouillement systématique d'*Histoire et Sociétés Rurales* assure à ce livre un complément fructueux.

Enfin au-dessus du tout, assurant les grandes orientations, les synthèses et les essais généraux offerts par les devanciers sont restés bien en vue. Des *Caractères originaux* de Marc Bloch (1931, avec le supplément de Robert Dauvergne de 1952) à l'*Histoire de la France rurale* (1975-1976), des guides ont été posés. D'autres ont été oubliés, injustement. Depuis l'« Histoire des classes agricoles » mise au concours par l'Académie des sciences morales et politiques en 1850 (inspirant Léopold Delisle en 1851 ou Dareste de la Chavanne en 1854) et les premières fresques engagées comme celle d'Eugène Bonnemère, en 1856 (!), sur *L'Histoire des paysans depuis la fin du Moyen Âge jusqu'à nos jours* – si sensible aux témoignages des vieux chroniqueurs – jusqu'à la « Terre et aux Paysans aux XVII^e et XVIII^e siècles », sujet mis au programme pour les recrutements dans l'enseignement secondaire en 1999-2000, les recherches n'ont pas cessé. Il en va de même pour certains aspects fondamentaux du sujet comme la pauvreté, qui trouve dans l'ouvrage d'Alphonse Feillet sur *La Misère au temps de la Fronde et saint Vincent de Paul* une mine d'informations disponible dès le Second Empire ! En revanche il faut attendre les dernières décennies du XX^e siècle pour disposer, avec l'histoire du climat et celle de l'environnement, des éclairages importants qui renouvellent notre vision du passé. Ces travaux restent précieux : ils n'occulent pas pour autant les trois strates de notre corpus auxquelles les emprunts font sans cesse référence.

Des études locales aux essais généraux, la sédimentation historique sur l'histoire des campagnes est considérable : depuis la Deuxième République, les historiens ont labouré les archives et exhumé des sources impressionnantes. Bon nombre de leurs travaux ont été repris voire pillés, tout au long du *xx^e* siècle, par les universitaires. On en occulte souvent la paternité. Chez les historiens, on n'aime pas toujours la longue durée et la mémoire fonctionne, elle aussi, sur quelques demi-dieux qui éclipsent les « inventeurs » du départ. Qui se rappelle de Joseph Roman, l'inventeur – en 1877 – de « La guerre des paysans en Vivarais », qui a inspiré, un siècle plus tard, Emmanuel Le Roy Ladurie ? Notre historiographie est souvent téléguidée. Une relecture s'imposait.

UN ENJEU REVENDIQUÉ : BALISER L'HISTOIRE DES CAMPAGNES

De ce substrat documentaire jaillit un foisonnement de témoignages au plus près des manants. Ni travail collectif – une perspective possible mais souvent handicapée par son éclatement et son inégalité de traitement – ni synthèse sélective – une étape ultérieure, mais qui accroît la part de subjectivité et les raccourcis dommageables – cette entreprise tient un peu de la fresque où fourmillent les personnages sur les scènes successives. Chronologie, choix de sources, guide perpétuel, cet ouvrage balise le temps et l'espace, repère les événements et les inflexions, éclaire les grandes structures tout en articulant les échelles (individuelle, locale, régionale, nationale, internationale), en ménageant un va-et-vient incessant entre les décisions d'en haut et les répercussions d'en bas, une confrontation entre les pouvoirs publics et les attentes des sociétés, le tout dans un cadre localisé avec le plus de précisions à la fois dans le temps et dans l'espace.

C'est au lecteur qu'il incombe de prendre ses arguments pour orienter un discours. Les repères qui suivent suffisent à eux seuls pour baliser quelques grands traits de l'évolution : les longs siècles d'insécurité intérieure où les destructions des hommes allaient de pair avec leur vulnérabilité à l'égard de l'environnement ; la proximité à l'égard de la nature et l'irruption permanente du sauvage, illustrée ici par la lutte entre l'homme et le loup ; l'inflexion lente du poids direct des guerres vers la pesée croissante de la fiscalité ; le contrôle progressif des autonomies régionales et locales au bénéfice des instances supérieures, à commencer par l'État ; le développement discontinu mais irréversible de l'économie marchande et du capitalisme dans les campagnes ; l'ouverture par paliers du monde rural sur l'extérieur et l'arrivée, par saccades, de la mondialisation ; la spécialisation progressive de l'économie rurale et l'affirmation concomitante de spécificités paysagères ; l'augmentation des contrastes sociaux

et le laminage des couches moyennes ; la montée de l’alphabétisation et la progression de l’urbanisation ; la réduction lente des diversités socio-professionnelles et des particularismes régionaux... tout cela transparait, au fil des pages.

Mais au-delà de ces tendances générales ou simplement régionales, le vécu nous importe. Derrière les notations qui colorent ces éphémérides, des figures resurgissent. En 1977, dans sa contribution à l’*Histoire économique et sociale de la France (1450-1660)*, Michel Morineau le déclarait sans ambages (p. 877) : « La conjoncture n’est pas impersonnelle mais s’incarne dans des réactions et des destinées individuelles [...]. Elle s’oppose à l’abstraction conjoncturelle. Aussi nécessaire, aussi lumineuse que puisse être celle-ci, au moment d’être réintroduite dans l’histoire, la vie concrète la subsume et la métamorphose en conditions et conduites humaines, faisant réapparaître des visages. »

Ce sont ces visages que nous avons voulu mettre en lumière. Loin des abstractions de l’histoire globale ou des séries froides de l’histoire quantitative, notre appel à témoins se veut immersion dans l’histoire vivante. Pour autant le guide précède ici le manuel ou l’essai. Les jalons se dessinent, variés. Les indices foisonnent. Le rassemblement des données au fil des ans fait ressortir régularités et disparités. C’est là une étape d’une histoire en train de se faire, collectivement. Les perspectives restent ouvertes.

OUVERTURES ET CHANTIERS À VENIR

On reste interloqué par cette multiplicité des points de vue, certains partisans, et toujours partiels, mais qui interpellent et offrent des repères. À cet égard, on n’a pas ménagé les citations et les notations référencées, y compris à partir des archives. Il importe de permettre à chacun de remonter directement à la source de l’information.

Le lecteur prendra conscience de la complémentarité de multiples sources de première et de seconde main, de centaines de recherches ruralistes et même de l’intérêt pour les campagnes de travaux qui ne les affichent guère dans leurs préoccupations. C’est l’occasion de mesurer la richesse des acquis, la diversité des apports, l’étonnante parenté des œuvres des historiens, anciens et modernes. Ici aussi l’anthologie s’impose tant les oublis abondent dans la mémoire. Regardez ce tableau saisissant de l’émergence d’une « classe rurale nouvelle » au cours du premier xvi^e siècle. Ce n’est point en Île-de-France, ni en Languedoc... mais en Bourgogne, et sous la plume d’Henri Drouot, qu’il faut aller le trouver, dès 1937 (*infra*, pour l’année « 1550 ») !

Les témoignages sont aussi l'aiguillon de l'historien. Ils soulignent la richesse de nos acquis, souvent négligée. Ils conduisent à prendre la mesure des facteurs personnels dans les mouvements d'ensemble et la complémentarité des échelles d'analyse, de l'individu aux agrégats collectifs. Ils nous conviennent inlassablement à articuler les échelles d'observation dans le temps comme dans l'espace. Pour comprendre le fonctionnement des rapports sociaux, une lecture plurielle s'impose, qui considère les facteurs psychologiques et culturels autant que ceux qui relèvent de la démographie et de l'économie, du politique et de l'environnement. Le qualitatif s'entrecroise avec le quantitatif.

Le rassemblement et la mise en perspective de toutes ces informations assurent la substance de cet ouvrage. La trame qui en ressort offre une grille de lecture qui nourrit enfin, de l'intérieur, de multiples voies de recherche : les liens multiformes entre les campagnes et la guerre ; la gestion des risques naturels et anthropiques ; la domestication du sauvage et l'emprise croissante sur les espaces « naturels » ; la diversité des mobilités sociales et géographiques ; la perception de la paysannerie et les sensibilités culturelles propres au monde rural ; l'empreinte des ruraux dans le patrimoine immatériel parvenu jusqu'à nous ; la dynamique des « petites gens » autant que celle des « élites » ; la place des femmes et le sort des enfants « de la terre » ; la culture matérielle au « pays » et au village ; les transformations de l'habitat et du cadre de vie ; les voies du changement agricole et les mutations commerciales ; la gestion de l'environnement et la construction des paysages ; l'évolution de la consommation et l'apport des produits exotiques ; l'exploitation des ressources naturelles et l'impact des activités non agricoles, en particulier industrielles... la boîte de Pandore des réinterrogations reste inépuisable.

Enfin, les données rassemblées invitent à une lecture géographique des rapports entre l'homme et son environnement. La répartition des événements qui émaillent cette fresque se prête à une cartographie multiscalaire, depuis l'exploitation agricole jusqu'à l'Hexagone, voire au-delà. Ainsi en va-t-il de l'emprise de l'homme sur le territoire, à titre individuel, des conquêtes terriennes de bourgeois comtois comme Fernand Séguin en 1569 ou Pierre Cécile en 1587, à l'organisation des cultures d'un Nicolas Delacourt à Maffliers en 1643. Les mouvements collectifs appellent tout autant une mise en cartes qui sorte de la simple esquisse, des vagues de sorcellerie aux processions « blanches », des « grèves » de dîmes aux « ligues » paysannes, sans compter le cortège des révoltes populaires, qui ne furent pas qu'antifiscales. Mais il en est de même pour les dévastations humaines – incendies de village (comme en 1553), banditisme rural

LA MÉMOIRE DES CROQUANTS

(comme en 1521-1524), traversée de troupes organisées (des reîtres de 1587 aux Frondeurs de 1652), ou courses de soldats débandés (récurrentes dans les campagnes, des guerres d'Italie à la guerre de Trente Ans), qui redonnent à l'histoire militaire une dimension sociale plus large.

En dehors de l'action des hommes, les cicatrices environnementales comme les calamités requièrent des cartes de localisation précises : poussées de peste ou d'autres maladies contagieuses, circuits d'épizooties de toute nature, attaques de loups prédateurs et ravages de « bêtes » anthropophages, disettes régionales et grandes famines (et ce, dès 1481-1482). Dans cet ordre d'idées, il est temps d'inscrire spatialement l'éventail des catastrophes naturelles et de les corrélérer : inondations et sécheresses ; grands hivers et canicules ; tremblements de terre et raz-de-marée (comme celui de 1645 sur la côte Atlantique) ; tempêtes et « grands vents », qui emportent arbres, maisons et moulins ; « nuées » ou « rubans » de grêle (comme celui de 1545 autour de Saint-Maixent, de 1577 entre Sens et Troyes, de 1634 au sud d'Agen) mais aussi épisodes de plus grand ampleur, comme en 1598 ou en 1613. Il y a déjà longtemps qu'Emmanuel Le Roy Ladurie a souligné l'importance de l'histoire du climat dans le « territoire de l'historien ». Aujourd'hui l'histoire des fléaux naturels et anthropiques ouvre la voie à un atlas numérique des risques et des régions éprouvées, dont la sortie serait fort éclairante, au-delà même des historiens. En complément des ressources textuelles, cet outil – appuyé sur des Systèmes d'information géographique – serait lui-même moteur de la progression de la recherche en relançant la réflexion à partir des questionnements nés de l'observation spatialisée. Sismologues, biologistes, ethnologues, médecins, géographes, acteurs du patrimoine et de l'environnement y trouveraient des références opportunes. Les marques de l'histoire et de la nature requièrent une mise à plat de notre mémoire : puisse cet ouvrage y encourager. Des jalons sont posés.

Au-delà des théories générales ou des modes de pensée du moment, le terreau de Clio reste la parole, médiatisée par l'écrit ou l'objet, des générations qui nous ont précédés. De la confrontation des sources d'archives, du surgissement même des témoignages, des éclairages portés sur des réalités parfois insoupçonnées naissent des hypothèses, des angles de recherche ou des ouvertures pour l'avenir. Ouvrir à la curiosité du public les traces des sociétés dont nous sommes issus invite à des approfondissements et à des inflexions. Notre compréhension du passé est à ce prix. À une époque où les vents de l'histoire conduisent à une vision hors sol, il n'est pas inutile de restituer aux campagnes toute la place qu'elles ont tenue.

Caen, au Pôle rural, mars 2017-août 2018.